



**PRÉFET
D'ILLE-
ET-VILAINE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE N°28645-5
modifiant l'arrêté préfectoral n° 28645 du 13 novembre 1998
autorisant la société AFC à exploiter une installation de fonderie
sur le territoire de la commune de Redon**

**Le préfet de la région Bretagne
préfet d'Ille-et-Vilaine**

VU le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 181-14, R. 181-45 et R. 181-46 ;

VU l'article L. 181-3 du code de l'environnement susvisé qui dispose que :

« I. - L'autorisation environnementale ne peut être accordée que si les mesures qu'elle comporte assurent la prévention des dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1, selon les cas. [...] » ;

VU l'article L. 181-14 du code de l'environnement susvisé qui dispose :

« [...] L'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées. » ;

VU l'article R. 181-45 du code de l'environnement susvisé qui dispose :

« Les prescriptions complémentaires prévues par le dernier alinéa de l'article L. 181-14 sont fixées par des arrêtés complémentaires du préfet, après avoir procédé, lorsqu'elles sont nécessaires, à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18 et R. 181-21 à R. 181-32.

Le projet d'arrêté est communiqué par le préfet à l'exploitant, qui dispose de quinze jours pour présenter ses observations éventuelles par écrit.

Ces arrêtés peuvent imposer les mesures additionnelles que le respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 rend nécessaire ou atténuer les prescriptions initiales dont le maintien en l'état n'est plus justifié. Ces arrêtés peuvent prescrire, en particulier, la fourniture de précisions ou la mise à jour des informations prévues à la section 2. [...] » ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU le décret du 22 septembre 2023 nommant M. Pierre LARREY, secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine, sous-préfet de Rennes ;

VU le décret du 10 octobre 2024 nommant M. Amaury de SAINT-QUENTIN, préfet de la région Bretagne, préfet de la zone de défense et de sécurité Ouest, préfet d'Ille-et-Vilaine ;

VU l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement parue au Journal Officiel du 22 octobre 1986 ;

VU l'arrêté préfectoral n°28645 du 13 novembre 1998 autorisant la société AFC à exploiter une installation de fonderie sise 38, rue de Vannes, 35 600 Redon ;

VU les arrêtés préfectoraux complémentaires n°28 465-1 du 9 avril 2003, n°28 645-2 du 15 décembre 2005, 28 645-3 du 22 décembre 2008 et 28 645-4 du 30 décembre 2009 modifiant l'arrêté préfectoral d'autorisation du 13 novembre 1998 ;

VU l'arrêté préfectoral du 28 octobre 2024 portant délégation de signature à M. Pierre LARREY, secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine, sous-préfet de Rennes ;

VU l'étude « Évaluation des risques incendie et calcul des besoins en eau » (version février 2021) transmise par la société AFC par courrier du 8 mars 2021 et l'avis favorable du service départemental d'incendie et de secours d'Ille-et-Vilaine (SDIS 35) par courrier du 11 avril 2022 sur les dispositions présentées pour améliorer la protection incendie du site ;

VU le signalement effectué par courriel du 1^{er} février 2024 concernant des nuisances vibratoires et sonores ressenties par une riveraine ;

VU les campagnes de mesures acoustiques et les diagnostics vibratoires et acoustiques complémentaires effectués par l'exploitant à la suite de ce signalement :

- diagnostic acoustique et vibratoire n°23-23-60-00789-01-A-FGU du 18 décembre 2023 par la société Venathec ;
- diagnostic acoustique n°24-23-60-00789-02-A-FGU du 21 mai 2024 par la société Venathec ;
- diagnostic acoustique et vibratoire n°24-23-60-00789-03-A-NFE du 27 août 2024 par la société Venathec ;

VU les rapports de l'inspection des installations classées en date des 6 mai 2022 et du 26 janvier 2024 ;

VU les courriers en réponse des 31 mai 2022, 1er juin 2022, 4 juillet 2022 et 19 février 2024 de la société AFC ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 19 décembre 2024 ;

VU le courrier en date du 10 janvier 2025 par lequel l'exploitant a été invité à présenter ses observations sur le projet d'arrêté ;

VU les réponses de l'exploitant apportées par courrier du 25 janvier 2025 ;

CONSIDÉRANT que, suite à l'inspection menée le 16 octobre 2017, l'exploitant a informé l'inspection que le gestionnaire du réseau public refusait de procéder à des essais en simultané sur trois poteaux incendie de crainte de mettre le réseau en dépression et par conséquent qu'il n'était pas en mesure de démontrer que les besoins en eau pour garantir la défense du site en cas d'incendie ayant présidé à l'autorisation de ses installations et à la délivrance de l'arrêté préfectoral du 13 novembre 1998 étaient disponibles ;

CONSIDÉRANT qu'en réponse à l'inspection du 14 mai 2020, au rapport en date du 9 juillet 2020 et à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 10 septembre 2020, l'exploitant a procédé à une

réévaluation de ses besoins en eau pour la défense extérieure contre l'incendie et a communiqué à ce titre, par courrier du 8 mars 2021, une étude d'« évaluation des risques incendie et calcul des besoins en eau » pour son exploitation de Redon ;

CONSIDÉRANT que cette étude conclut à la nécessaire augmentation des capacités disponibles en eau sur l'exploitation pour assurer la défense extérieure contre l'incendie par l'ajout d'un volume de 600 m³ et la mise en œuvre de bâches incendie additionnelles sur les installations ;

CONSIDÉRANT que la visite de l'inspection des installations classées pour l'environnement du 11 octobre 2023 a permis de constater la mise en œuvre effective des trois réserves incendie d'une capacité respective de 120, 240 et 240 m³ et leur réception par le SDIS par courrier du 22 novembre 2023 ;

CONSIDÉRANT que l'augmentation des capacités en eau pour la défense extérieure contre l'incendie entraîne la nécessaire révision des capacités de rétention des eaux incendie susceptibles d'être polluées du site AFC de Redon ;

CONSIDÉRANT qu'il revient à l'exploitant de définir le réseau approprié de robinets d'incendie armés (RIA), en nombre et répartition, au sein des installations, pour assurer la protection de ses installations et que la dernière étude transmise à ce sujet, soit « évaluation des risques incendie et calcul des besoins en eau » (version février 2021), conclut à la nécessité de compléter par sept nouveaux RIA le réseau existant sur les installations portant à quinze le nombre total de RIA sur le site ;

CONSIDÉRANT que l'avis favorable du SDIS par courrier du 11 avril 2022 se fonde sur l'étude « évaluation des risques incendie et calcul des besoins en eau » (version février 2021), qui prévoit un réseau composé de quinze RIA ;

CONSIDÉRANT que cette étude réévalue en profondeur la stratégie de défense incendie de l'exploitation et les besoins nécessaires en eau afin de garantir la prévention des dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 ;

CONSIDÉRANT les résultats des campagnes de surveillance acoustique des émissions sonores des installations en période diurne et nocturne ;

CONSIDÉRANT les résultats des diagnostics acoustiques et vibratoires susvisés qui concluent à des actions nécessaires sur le vibrodrum pour diminuer les ondes sonores générées, notamment dans le domaine des basses fréquences (16 – 20 Hz) ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine ;

ARRÊTE :

Article 1^{er} : Identification

La société AFC qui est autorisée à exploiter sur le territoire de la commune de Redon, au 38, rue de Vannes, des installations de fonderie, est tenue de respecter les dispositions des articles suivants.

Article 2 : Modification des dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 décembre 2008

Le tableau de classement mentionné à l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 décembre 2008 est remplacé par le classement au titre de la nomenclature des installations classées pour l'environnement suivant :

Rubriques	Désignation de l'activité	Capacité	Régime
3240	Exploitation de fonderies de métaux ferreux d'une capacité de production supérieure à 20 tonnes par jour.	Capacité de 16t/h	A Rubrique IED
2551-1	Fonderie (fabrication de produit moulés) de métaux et alliages ferreux. La capacité de production étant : 1. supérieure à 10 t/j (A).	Capacité de fusion 16t/h	A
2515-1.a	1. Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation, à l'exclusion de celles classées au titre d'une autre rubrique ou de la sous-rubrique 2515-2. La puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, étant : a) Supérieure à 200 kW	Puissance totale : 868 kW Unités de tamisage – criblage des sableries DISA M3 et M4 La puissance installée étant respectivement de : 305 kW 563 kW	E
2560 - 2	Travail mécanique des métaux et alliages, à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques 3230-a ou 3230-b. La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant : 2. Supérieure à 150 kW, mais inférieure ou égale à 1000 kW	Puissance totale 530 kW Finition Pièces non sécurisé (PNS) : 250 kW Finition Pièces sécurisé (PS) : 250 kW Atelier de contrôle : 30 kW	D
2575	Abrasives (emploi de matières) telles que sables, corindon, grenailles métalliques, etc., sur un matériau quelconque pour gravure, dépolissage, décapage, grainage, à l'exclusion des activités visées par la rubrique 2565. La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 20 kW	Puissance totale des machines : 520 kW Chantier M4 : puissance installée 321 kW Chantier M3 : puissance installée 162 kW Installation indépendante WST 14 : puissance installée 37 kW	D
2921-1-b	Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle, ou récupération de la chaleur par dispersion d'eau dans des fumées émises à l'atmosphère (installations de) : 1. Installations de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle : b) La puissance thermique évacuée maximale étant inférieure à 3 000 kW	Puissance maximale évacuée : 1 977 kW	D

Rubriques	Désignation de l'activité	Capacité	Régime
2940-1-b ⁽¹⁾	<p>Application, revêtement, laquage, stratification, imprégnation, cuisson, séchage de vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. sur support quelconque à l'exclusion des installations dont les activités sont classées au titre des rubriques 2330, 2345, 2351, 2360, 2415, 2445, 2450, 2564, 2661, 2930, 3450, 3610, 3670, 3700 ou 4801.</p> <p>1. Lorsque les produits mis en œuvre sont à base de liquides et lorsque l'application est faite par un procédé « au trempé » (y compris l'électrophorèse), la quantité maximale de produits susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>b) Supérieure à 100 l, mais inférieure ou égale à 1 000 l</p>	<p>Noyautage / trempage dans un enduit de couche à eau</p> <p>Cuve de 1,5 tonne : 1100 l et 400 l en circulation de couche à l' eau, soit :</p> <p>un volume de cuve de 750 l (1100 + 400) /2</p>	D
4130-2.b	<p>Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation</p> <p>2. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>b) Supérieure ou égale à 1 t, mais inférieure à 10 t.</p>	<p>Diméthyl(propyl)amine</p> <p>Quantité maximale entreposée : 3 tonnes</p>	D

⁽¹⁾ L'antériorité est accordée au titre de la rubrique 2940 (courriel de l'inspection du 20 janvier 2025). Les dispositions de l'arrêté ministériel du 2 mai 2002 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique 2940 s'appliquent dans les conditions définies en annexe 2.

Article 3 : Modification des dispositions de l'article 7.2.3 de l'arrêté préfectoral du 13 novembre 1998 modifié

Les dispositions de l'article 7.2.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 13 novembre 1998 sont supprimées et remplacées par les dispositions ci-dessous.

« L'établissement est pourvu, sous la responsabilité de l'exploitant, en accord avec le service départemental de secours et de lutte contre l'incendie, des moyens d'intervention appropriés aux risques encourus.

Ces moyens sont conformes aux dispositions prévues par l'étude « évaluation des risques incendie et calcul des besoins en eau » (version février 2021) et comportent au minimum :

- un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- un réseau de robinets d'incendie armés (R.I.A) adapté aux risques à défendre. L'exploitant doit être en mesure de justifier en tout temps l'adéquation du réseau déployé, la répartition des RIA au regard des risques présentés par les installations. Le réseau de RIA comprend un minimum de 15 unités à compter du 1^{er} septembre 2025 ;
- des extincteurs judicieusement répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;

- des points d'eau incendie capables de fournir un volume d'eaux d'extinction d'au minimum 480 m³/h pendant deux heures. Ceux-ci sont constitués de :
 - 3 poteaux incendie normalisés de DN 100 mm délivrant, en simultané, un débit minimal de 180 m³/h pendant 2 heures sous 1 bar ;
 - 3 réserves incendie, réceptionnées par le SDIS 35 :
 - bâche souple de 120 m³ (point d'eau n°273) et une citerne de 240 m³ (point d'eau n°272) sur la cour au nord ;
 - une citerne de 240 m³ (point d'eau n°271) sur la cour au sud-est.

Les organes de manœuvre sont utilisables en permanence pour les services d'incendie et de secours. Le bon fonctionnement de ces prises d'eau est périodiquement contrôlé.

En outre :

- les moyens de secours et de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état de service et vérifiés annuellement ;
- le personnel de l'établissement est entraîné périodiquement à la mise en œuvre des matériels de secours et d'incendie ; des exercices peuvent utilement être réalisés en commun avec les sapeurs pompiers ; l'ensemble du personnel participe à un exercice au moins tous les deux ans ;
- des dispositions sont prises pour permettre une intervention rapide et aisée des services de secours et de lutte contre l'incendie en tous points intérieurs et extérieurs des installations. Les schémas d'intervention sont revus à chaque modification de la construction ou de mode de gestion de l'établissement. Ils sont adressés à l'inspecteur ;
- les voies d'accès à l'établissement sont maintenues constamment dégagées. »

Article 4 : Zone de stockage des alliages FeSi et FeSiMg

L'exploitant détermine et établit formellement les risques associés à la mise en contact des alliages FeSi et FeSiMg sous forme granulés avec l'eau dans un délai d'un mois. Il tient l'inspection des installations classées informée des conclusions de cette démarche en se positionnant notamment sur les risques de dégazage d'hydrogène ainsi que d'émissions d'arsine et de phosphine.

Si les réactions de dégazage sont confirmées, l'analyse des risques est actualisée dans un délai de trois mois afin d'établir notamment la probabilité d'occurrence, la cinétique et la gravité des accidents potentiels liés à la mise en contact des alliages FeSi et FeSiMg avec l'eau. Sous six mois, l'exploitant présente un plan d'actions assorti d'un échéancier de mise en œuvre pour assurer la protection des installations :

- en cas d'incendie et d'intervention des services de secours,
- en cas d'épisodes de fortes inondation.

Il propose et met en œuvre les mesures nécessaires à garantir la sécurité du site en cas d'incendie et d'intervention des services de secours pendant toute la période transitoire nécessaire à la réalisation des mesures prévues dans le plan d'actions.

Article 5 : Confinement des eaux incendie susceptibles d'être polluées

Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées pour prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.

Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme :

- du volume des matières stockées ;
- du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part ;
- du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ;
- du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe.

L'exploitant procède au calcul du besoin de confinement des eaux d'extinction d'un incendie sur le site, afin de prendre en compte l'évolution des moyens à déployer sur les installations pour assurer la défense extérieure contre l'incendie.

Dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant présente :

- une étude visant à assurer que la collecte et le confinement de la totalité des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un incendie sont mis en œuvre ;
- un plan d'action assorti d'un échéancier pour la mise en œuvre des mesures complémentaires nécessaires.

Article 6 : Émissions sonores et vibratoires

Dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant :

- procède à une étude de faisabilité technico-économique des solutions présentées pour réduire les émissions sonores dans le domaine des basses fréquences générées par le vibrodrum comprenant *a minima* :
 - l'étude du remplacement du vibrodrum dans un cadre de modernisation de la ligne de process ;
 - l'étude du coffrage du vibrodrum par une seconde boîte en béton plein d'épaisseur supérieure ou égale à 20 cm ;
 - toute autre mesure contribuant à la réduction des émissions sonores dans le domaine des basses fréquences générées par le vibrodrum ;
- transmet à l'inspection des installations classée un plan d'actions argumenté s'appuyant sur les conclusions de l'étude de faisabilité assorti d'un échéancier détaillé de mise en œuvre qu'il s'engage à respecter.

Le signalement susvisé sera considéré achevé lorsque l'exploitant aura communiqué une campagne de mesures acoustiques et vibratoires dans le jardin et au sein de la maison de la plaignante témoignant :

- de la conformité des niveaux sonores mesurés et des émergences au regard des seuils définis à l'article 6.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 13 novembre 1998 ;
- de spectres vibratoires présentant des vitesses vibratoires inférieures aux seuils définis pour les logements de jour et de nuit de niveau vibratoire maximal (seuil de perception tactile) de la norme ISO 2361-2 de 1989 dans les 3 directions (verticale, longitudinale et transversale) sur l'ensemble des bandes de tiers d'octave entre 0 et 80 Hz.

Au-delà du cadre ci-dessus spécifique au traitement du signalement et au regard des valeurs non conformes mesurées régulièrement lors des campagnes de surveillance sur les points situés au sud du site (LP 4 à LP 8), l'exploitant s'attachera également à évaluer les effets des mesures engagées sur le vibrodrum sur les résultats des analyses acoustiques sur l'ensemble des points et des zones d'émergence définies dans l'arrêté préfectoral d'autorisation du 13 novembre 1998. La démarche d'amélioration sur les émissions sonores générées par l'exploitation doit être poursuivie de manière itérative tant que deux campagnes successives ne présentent pas des résultats conformes aux valeurs seuils définies à l'article 6.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 13 novembre 1998.

Article 7 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative :

- 1°- Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publicité du présent arrêté ;
- 2°- Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif proroge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Le tribunal administratif de Rennes peut être saisi en utilisant l'application Télérecours citoyens accessible par le site <https://www.telerecours.fr>.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité.

Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (art. R.181-51).

Article 8 : Publicité

En vue de l'information des tiers :

- une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Redon et peut y être consultée ;
- un extrait de cet arrêté est affiché dans cette mairie pendant une durée minimum d'un mois ;
- un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et adressé à la préfecture d'Ille-et-Vilaine ;
- l'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture d'Ille-et-Vilaine pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 9 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine, le sous-préfet de Redon, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne et l'inspection des installations de l'environnement, spécialité installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au maire de la commune de Redon et à la société AFC.

Fait à Rennes, le **10 MARS 2025**

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général


Pierre LARREY